

D'UNE AGRICULTURE L'AUTRE

Conflictualités, expérimentations, transmissions



Sous la direction de
NATHALIE JOLY, LUCIE DUPRÉ, SANDRINE PETIT

Sciences en partage

éditions
Quæ

educagri
EDITIONS

D'UNE AGRICULTURE L'AUTRE.
CONFLICTUALITÉS, EXPÉRIMENTATIONS,
TRANSMISSIONS

D'UNE AGRICULTURE L'AUTRE. CONFLICTUALITÉS, EXPÉRIMENTATIONS, TRANSMISSIONS

Sous la direction de Nathalie Joly, Lucie Dupré, Sandrine Petit

Dans la même collection

- *Quand les cantines se mettent à table... Commensalité et identité sociale*, G. COMORETTO, A. LHUISSIER, A. MAURICE (coord.), 2020
- *Paysage, biodiversité fonctionnelle et santé des plantes*, S. PETIT, C. LAVIGNE (coord.), 2019
- *Agriculture et développement durable. Guide pour l'évaluation multicritère*, J. LAIREZ, P. FESCHET, J. AUBIN et al. (coord.), 2015
- *Conseil privé en agriculture. Acteurs, pratiques et marché*, C. COMPAGNONE, F. GOULET, P. LAMARTHE (coord.), 2015
- *Dynamiques des agricultures biologiques. Effets de contexte et appropriations*, A. CARDONA et al. (coord.), 2014

Cet ouvrage a bénéficié du soutien financier de L'Institut Agro Dijon.

Pour citer cet ouvrage : Joly N., Dupré L., Petit S., 2023. *D'une agriculture l'autre. Conflictualités, expérimentations, transmissions*, Versailles, éditions Quae, 152 p.

Coordination éditoriale : Valérie Mary

Édition : Marie-Christine Polge

Conception de la maquette de la collection et couverture : Brigitte Mignotte

Mise en page :  EliLoCom

Infographie : Anaïs Naïmi

Photo de couverture : génisses de race Charolaise au pré, Saône-et-Loire, 2016 © Sandrine Petit/INRAE.

Filigrane de couverture : Allégorie de la Science. Statue de Jules Blanchard située sur le parvis de l'Hôtel de ville à Paris.

Aux termes du *Code de la propriété intellectuelle*, toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle, de la présente publication, faite par quelque procédé que ce soit (reprographie, microfilmage, scannérisation, numérisation...) sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L 335-2 et suivants du *Code de la propriété intellectuelle*.

L'autorisation d'effectuer des reproductions par reprographie doit être obtenue auprès du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) – 20 rue des Grands-Augustins, 75006 Paris
Tél. : 01 44 07 47 70 / Fax 01 46 34 67 19.



© Éditions Quae/Educagri éditions, 2023

ISBN Éditions Quae :

ISBN papier : 978-2-7592-3606-0

ISBN PDF : 978-2-7592-3607-7

ISBN epub : 978-2-7592-3608-4

ISBN Educagri éditions :

ISBN papier : 979-10-275-0506-7

ISBN PDF : 979-10-275-0507-4

ISBN epub : 979-10-275-0508-1

ISSN : 1768-2274

Éditions Quae

RD 10, 78026 Versailles Cedex

Tél. 01 30 83 35 48

www.quae.com

www.quae-open.com

Educagri éditions

BP 87999 – 21079 Dijon Cedex

Tél. 03 80 77 26 32

educagri-editions.fr

Sommaire

OBSERVER LES CHANGEMENTS À HAUTEUR DE FERMES.....	8
Incertitudes, débats et changements en agriculture.....	8
Prendre la parole, prendre position.....	9
Documenter des changements à bas bruit.....	10
Conflictualités : déplacements, souffrances et négociations	11
Expérimentations professionnelles et sociales : des collectifs hétérogènes pour innover	12
Transmission : savoirs, places et métiers.....	14
Faire territoire : opportunité de sens, inégalités des ressources	16
Partie 1. Conflictualités. Déplacements, souffrances et négociations.....	19
Chapitre 1. Apiculteurs et agriculteurs, des relations entre interdépendance et arrangements locaux	21
Introduction.....	21
Terrain et méthodologie.....	22
De paisibles relations entre apiculteurs et agriculteurs.....	23
Un terreau fertile à l'émergence de tensions	26
Conclusion	30
Chapitre 2. Materner les veaux.....	33
Introduction.....	33
Le bien-être animal, entre critique sociale et normalisation.....	34
Quand les éleveurs expérimentent : diversité de pratiques et liens d'attachement aux animaux.....	37
Conclusion	41
Chapitre 3. L'élevage extensif face à la prédation.....	45
Introduction.....	45
Le loup et ses « morsures invisibles » : des vulnérabilités de santé construites sur le long terme.....	46
Des professionnalités empêchées, sources de vulnérabilités.....	51
Conclusion	55

Partie 2. Expérimentations professionnelles et sociales.	
Des collectifs hétérogènes pour innover	57
Chapitre 4. Vendre en commun.....	59
Introduction.....	59
« Sortir du système » pour expérimenter un autre modèle d'entreprendre.....	60
Mettre en forme le marché.....	63
Pour conclure : une dynamique collective bordée par des appuis institutionnels.....	69
Chapitre 5. Des initiatives collectives pour une meilleure valorisation du lait.....	73
Introduction.....	73
Une démarche basée sur l'analyse d'une diversité d'initiatives.....	74
« Mon Lait Petit Breton », quand des éleveurs agissent au sein de leur filière.....	75
Création d'une unité locale de transformation à Belle-Île-en-Mer : un projet au long cours.....	77
Être acteur de la valorisation du lait : recompositions des qualifications et des positions des éleveurs.....	79
Conclusion.....	82
Chapitre 6. Lorsque l'expérimentation échoue : comprendre pourquoi les agriculteurs ne pouvaient pas s'engager.....	85
Introduction.....	85
Méthodologie : construire puis analyser un récit.....	86
Le colza, étendard d'une agriculture productive et rentable, devient un problème.....	87
R2D2, projet prometteur, se confronte aux réalités du terrain.....	89
Les protagonistes prennent du recul.....	93
Discussion-conclusion : ne céder à l'urgence qu'en prenant le temps.....	94
Chapitre 7. Transition agroécologique et solidarité internationale.....	99
Les grandes orientations du projet du CCFD-Terre solidaire et la transition agroécologique de l'agriculture familiale.....	99
Qu'est-ce qui est expérimenté autour de cet objectif de soutien à la transition agroécologique ?.....	101
Comment analyser cette expérimentation et ses effets ?.....	104

Partie 3. Transmission. Savoirs, places et métiers	107
Chapitre 8. Enseigner à produire autrement.....	109
Introduction.....	109
EPA : entre incompréhensions et appréhensions.....	111
Des artefacts pour mieux prendre en charge ces paradoxes : présentation d'une séquence d'enseignement-apprentissage.....	112
Des artefacts pour mieux prendre en charge ces paradoxes : quelques éléments d'analyse.....	119
Conclusion.....	120
Chapitre 9. Céder et reprendre une ferme à l'heure des transitions.....	123
Introduction.....	123
Transmettre et créer des places dans les GAEC.....	126
Transmettre à et avec Terre de Liens dans les exploitations individuelles en filière Comté.....	129
Conclusion : installer la transmission dans la durée.....	132
Chapitre 10. Apiculteurs, des autochtones de l'incertain.....	135
Introduction.....	135
L'apiculture pour rester.....	136
Le temps et l'espace de la formation professionnelle.....	139
« Monter en ruches ».....	142
Conclusion.....	145
 AGRICULTURE ET AGRICULTEURS : FAIRE FACE À L'URGENCE AU SEIN DES TERRITOIRES.....	 147
 LES AUTEURS.....	 151

OBSERVER LES CHANGEMENTS À HAUTEUR DE FERMES

Crises climatiques chroniques, dérégulations des marchés, critiques sociales exacerbées, affaiblissement démographique préoccupant : comment, dans ces conditions, se maintenir ou s'engager dans le métier d'agriculteur et d'agricultrice ? Comment espérer le transmettre ? En quête d'initiatives locales encore « chaudes », l'ambition de cet ouvrage est de diversifier les postes d'observation pour dresser une vue pointilliste d'une « autre agriculture » en train d'advenir. Le cœur de l'ouvrage porte sur les transformations qui s'opèrent sans bruit, ou parfois font vacarme comme certains conflits médiatisés visant la maltraitance animale, le retour du loup en alpage, la mortalité des abeilles. Juxtaposant des éclairages, en de multiples points des territoires, il s'agit d'analyser comment des éleveurs bovins, des céréaliers, des apiculteurs, des bergers et des fromagers, hommes et femmes, se frayent un chemin pour faire leur place ou faire face à des impasses techniques et économiques. Ces analyses sont fournies par le moyen de l'enquête ethnographique que les contributeurs et contributrices de cet ouvrage ont déployée sur leurs terrains. Ethnographier des processus de changement permet de collecter des matériaux qualitatifs offrant une vision nuancée et concrète de ce qui s'expérimente dans les campagnes. L'enquête ethnographique donne aussi accès à la saisie de caractéristiques plus structurelles de la conduite du changement et permet de révéler certains de ses impensés. Si, à la fin des années 1990, l'agriculture était « à l'article de l'environnement » (Alphandéry et Billaud, 1996), la question de la nature est désormais intégrée pleinement dans les cadres de pensée, depuis le référentiel agroécologique adopté par la France en 2012. Celui-ci autorise de nombreuses interprétations qui diversifient les modèles agricoles relevant de cet horizon : agriculture biologique, agriculture de conservation des sols, agroécologie, agriculture de précision, permaculture, agroforesterie, bref tout un florilège de qualificatifs qui ouvrent vers une diversité de pratiques (Bosc et Arrignon, 2020). Cependant, les mécanismes des politiques d'écologisation (Barral, 2021) ou les ressources capitalistiques nécessaires à la mise en place de certains projets, comme dans le cas de la méthanisation (Anzalone et Mazaud, 2021), ne sont pas sans opérer des effets de sélection au sein du groupe professionnel. Ils peuvent concourir à la reproduction d'élites agricoles (Sachet, 2020) ou tendre à invisibiliser certaines pratiques émanant d'agriculteurs conventionnels (Lucas, 2021).

INCERTITUDES, DÉBATS ET CHANGEMENTS EN AGRICULTURE

Les professionnels de l'agriculture évoluent et font évoluer leurs pratiques dans un mouvement croissant de normalisation amorcé depuis plus d'une décennie (Bonnaud et Joly, 2012). Normes de qualité et de sécurité sanitaire, normes

environnementales et de bien-être animal apparaissent comme des injonctions s'imposant « d'en haut » aux agriculteurs. Ces derniers les perçoivent comme une limitation de leur autonomie professionnelle. Mais quand la normalisation des pratiques s'effectue « par le bas », au travers d'un dialogue territorial avec un ensemble de parties prenantes (citoyens, opérateurs du marché, élus locaux...), elle permet de refonder le contrat social de l'agriculture avec la société. Ainsi en est-il des cahiers des charges co-construits avec des opérateurs de filières ou des associations de consommateurs et qui visent à mieux valoriser certaines productions ou encore à garantir la préservation de biens communs tels que l'eau, la diversité floristique et faunistique, les paysages bocagers.

Au début des années 2000, le syndicalisme majoritaire fait état d'une crise identitaire de la profession agricole. Les sociologues interprètent alors ce moment comme une difficulté à faire émerger des propositions fédératrices alternatives au modèle professionnel hérité de la modernisation qui ne semble plus tenable (Rémy, 1987 ; Lémercy, 2003). Les problèmes posés aux agriculteurs sont ici appréhendés comme de plus en plus « contextualisés », et comme autant de mises à l'épreuve de leur professionnalité. Les deux décennies écoulées n'ont fait qu'amplifier ce diagnostic. En effet, la « fabrique d'une nouvelle agriculture » s'appréhende aujourd'hui depuis un ensemble hétérogène de critiques plus ou moins fortement exprimées à l'encontre de certaines pratiques agricoles – *agribashing versus agriloving* selon la formule du syndicalisme majoritaire –, lesquelles confrontent directement les agriculteurs avec d'autres groupes sociaux. Ces critiques ne débouchent pas davantage que par le passé sur la définition précise des pratiques jugées acceptables. En revanche, elles ouvrent des espaces de négociation et d'alliances éventuelles susceptibles de donner lieu à de nouvelles pratiques environnementales et d'aménager l'organisation des circuits marchands et les rapports entre les acteurs des filières (Le Velly *et al.*, 2020). L'attention au débat social reste donc de mise pour les sciences sociales. Comme le propose Claire Lamine, il importe de suivre les acteurs, de comprendre comment, sur des scènes locales, ces derniers alimentent des controverses ou participent à les clore par la définition d'objectifs partagés, d'adopter, en somme, une « pragmatique de la complexité » (Lamine, 2017). Cela conduit également à s'intéresser, à hauteur d'hommes et de femmes, de fermes, de territoires et d'institutions, à la capacité des acteurs à élaborer de nouvelles normes professionnelles et des formes de régulation alternatives de l'agriculture et de l'alimentation. Les ressources sociales et cognitives (Cardona et Lamine, 2014) qu'ils mobilisent dans ces initiatives de co-régulation sont déterminantes pour penser le changement.

PRENDRE LA PAROLE, PRENDRE POSITION

Les situations croisées au détour des textes réunis ici montrent les positions inégales occupées par les agriculteurs, certains devenant de plus en plus vulnérables, d'autres trouvant des ressources pour agir et ajuster leur métier. En suivant la typologie de Hirschman (1970), nous pouvons repérer deux des trois grandes conduites sociales (*loyalty, voice, exit*) qui s'expriment face au mécontentement, élargi ici aux situations d'incertitude.

La loyauté au monde professionnel semble guider les conduites évoquées dans plusieurs textes. Cela vaut pour les apiculteurs qui ont besoin de s'implanter dans un territoire agricole, apprennent et adoptent les codes des professionnels en place, ou pour les éleveurs allaitants et laitiers investis dans des dynamiques collectives qui

confirment leur confiance en la capacité à se transformer du monde professionnel auquel ils appartiennent. De même, à travers la transmission de savoirs et de fermes à la génération suivante ou à de nouveaux arrivants se prolonge la plupart du temps un ethos professionnel agricole. Le moment complexe croisant critiques sociales et changements écologiques suscite des protestations (*voice*) et possiblement une perte de confiance. Ces protestations et résistances sont manifestes chez les agriculteurs qui refusent l'expérimentation d'un nouveau système de culture du colza proposé par un institut technique, chez les bergers subissant la prédation du loup sur leurs troupeaux. De même, les communautés paysannes d'Amérique latine entendent résister au modèle agricole des grandes propriétés en se saisissant de l'agroécologie et de l'accompagnement proposé par une organisation non gouvernementale. Les éleveurs adoptant de nouvelles pratiques de nourrissage de veaux, s'ils ne contestent pas la notion de bien-être animal, se sentent incompris au cœur de leur métier. Ces situations traduisent une violence relationnelle, symbolique et politique qui traverse le métier et la vie quotidienne des agriculteurs. En remettant en avant les visages d'hommes et de femmes (Barthez, 2008) qui expérimentent des changements, mais aussi vivent avec ces formes de violence, cet ouvrage se démarque des approches techniques ou politiques habituelles. Si les chapitres évoquent ceux qui restent, parfois au risque d'un malaise, ils ne considèrent pas directement ceux qui partent (*exit*). Insuffisamment étudiés, les départs précoces représentent « 3,2 % des agriculteurs entre 25 et 55 ans, une proportion en hausse sensible par rapport aux années antérieures (2,1 à 2,4 % de mobilité) » (Mahé *et al.*, 2019) et l'on peut présager de leur augmentation dans les années à venir. Enfin, le principe de loyauté au monde professionnel reste en tension avec la capacité d'ouverture des mondes agricoles à de nouveaux profils, notamment à ceux qui, non issus du milieu agricole, choisissent de s'installer en agriculture pour faire valoir d'autres conceptions du métier et façons de faire. Toute profession est traversée par ce type de tension entre la défense d'un modèle fédérateur, donnant légitimité à un corps de pratiques et de valeurs, et l'expression de ses marges porteuses d'autres visions et types de pratiques. La profession agricole, qui a connu dans les années 1980 « une crise de professionnalisation » (Rémy, 1987), est aujourd'hui « travaillée » par la question de faire davantage de place à ses marges, sans lesquelles le renouvellement générationnel ne peut se faire : en effet, les agriculteurs ne trouvent plus ou pas suffisamment de successeurs d'origine familiale.

DOCUMENTER DES CHANGEMENTS À BAS BRUIT

Les recherches portant sur des formes d'agriculture étiquetées comme « environnementales » ou « alternatives » – en particulier l'agriculture biologique, l'agriculture de conservation, les circuits courts – sont particulièrement nombreuses. Cet ouvrage fait le pari qu'il est tout aussi intéressant d'enquêter sur des pratiques moins sous le feu des projecteurs, sur des changements plus discrets, pas complètement alignés avec les actions phares des politiques d'écologisation de l'agriculture et de relocalisation alimentaire ou avec ce que promeuvent les organisations et les représentants de la profession. Il s'agit ici de repérer ce qui tremble et se renégocie, ce qui se fissure et se renouvelle, par choix parfois, par nécessité souvent, dans des formes d'agriculture très variées.

Fruit d'échanges menés depuis trois ans au sein d'un groupe d'une vingtaine de chercheuses et chercheurs, le collectif Sciences sociales et Agricultures (SSAs) dont le

noyau se situe au CESAER (UMR INRAE - L'Institut Agro Dijon), le travail que nous présentons dans cet ouvrage s'est peu à peu structuré lors de séminaires d'interconnaissance. Il s'est agi de faire dialoguer des terrains, des concepts, des grilles analytiques venant de la sociologie, la géographie, l'anthropologie, les sciences de gestion et les sciences de l'éducation. De ces échanges nourris sont apparues trois entrées problématiques structurantes et heuristiques pour l'analyse du changement : les formes de conflictualités, d'expérimentations et de transmission en agriculture.

CONFLICTUALITÉS : DÉPLACEMENTS, SOUFFRANCES ET NÉGOCIATIONS

Le monde agricole, nous l'avons vu, est traversé par des tensions renvoyant à des critiques sociales portant sur certaines pratiques (usages d'insecticides, émissions de gaz à effet de serre, élevages d'animaux en bâtiments à forte densité, etc.), lesquelles circulent dans des réseaux d'information toujours plus actifs, qui informent et parfois désinforment (Tsing, 2005). Cette exposition médiatique a pour effet d'augmenter le « concernement » (Melé, 2004) de la société sur les questions agricoles. Elle attise les conflictualités, suscite émotions, indignation, colère, ou sentiment d'injustice, de quoi mettre fortement à l'épreuve les liens sociaux (Rosanvallon, 2021) et fragiliser les identités sociales des agriculteurs.

Les conflictualités sont des signaux des évolutions sociales, techniques et économiques, qu'elles soient souhaitées par les acteurs ou perçues comme contraires à leurs intérêts et à leur volonté (Torre *et al.*, 2015, p. 44). Selon Patrice Melé (2004, p. 21), « les situations de conflits peuvent être considérées comme des moments de controverses se traduisant par une production d'actes, de discours, de figurations susceptibles d'analyses permettant de révéler les identités, qualités et compétences des acteurs », certains acteurs s'en servant, comme le souligne l'auteur, de stratégie de conquête de l'espace politique public. Ces moments intenses et productifs de conflictualités, de diverses natures, sont étudiés sous plusieurs angles dans la première partie de l'ouvrage. Dans les chapitres 1 et 3, les conflits portent sur l'usage de l'espace et, dans le chapitre 2, ils ont trait à des controverses diffuses autour du bien-être animal. Sont abordés tour à tour la santé des abeilles menacée par l'usage des insecticides et ses conséquences sur le maintien de l'activité apicole, les débats sur le bien-être animal et des pratiques originales d'élevage des jeunes animaux, la difficile cohabitation entre les élevages pastoraux et le loup.

Dans le premier chapitre, Simon Calla, Lou Lécuyer et Juliette Young sont partis à la rencontre d'apiculteurs qu'ils pensaient en butte à des tensions ouvertes avec leurs voisins agriculteurs. À distance des rapports de force et des négociations nationales et européennes, localement, l'activité apicole cohabite paisiblement avec l'agriculture, d'autant que le territoire façonné par l'élevage offre davantage de prairies que de cultures traitées. Il n'y a pas ici de conflits ouverts et une parenté professionnelle se construit au gré de l'adoption des normes professionnelles de l'agriculture par le monde apicole. Cependant, les apiculteurs veillent à atténuer les critiques, étant très dépendants des emplacements où leurs voisins agriculteurs les autorisent à installer les ruchers. Au sein d'espaces partagés, chacun veille à entretenir des relations d'entente qui ne doivent toutefois pas ignorer les rapports asymétriques entre apiculteurs « sans terre » et détenteurs du foncier.

Dans le deuxième chapitre, Sandrine Petit et Florence Hellec soulignent un fort contraste entre, d'une part, un activisme anti-élevage ou des associations welfaristes voulant améliorer les conditions d'élevage et, d'autre part, des éleveurs qui, en toute discrétion, changent de leur propre initiative les pratiques d'élevage des jeunes veaux en favorisant les liens avec la mère ou avec une vache nourrice. Ces nouvelles pratiques de sociabilité au sein du troupeau renouvellent le regard des éleveurs et leurs attachements aux animaux. De telles innovations sur mesure contrastent singulièrement avec les projets de normalisation européenne du bien-être animal (European Commission, 2022) et leur déclinaison en cahier des charges et réglementation.

Dans le troisième chapitre, Frédéric Nicolas et Antoine Doré se penchent sur la situation d'éleveurs qui subissent, à répétition, la prédation lupine. Cette menace devient une source de vulnérabilités et de souffrances intenses au travail. Les auteurs soulignent combien les éleveurs se sentent peu entendus dans leur souffrance par les services de l'État, tant ces derniers se focalisent sur les seules dimensions techniques et économiques du problème. Si le conflit semble canalisé par des procédures bien établies menant à des indemnités, il déborde dans le travail quotidien et l'inconscient des individus victimes d'attaques. Les auteurs pointent les difficultés à mettre en mots cette détresse, quel que soit l'espace de parole, de l'intimité du couple à l'écoute experte des psychologues mandatés par les dispositifs publics.

Ces trois études de cas interrogent le rôle des espaces dédiés à la parole et à l'expression d'intérêts en compétition : comment ne pas être réduit au silence dans des rapports sociaux asymétriques ? Elles attirent l'attention sur le degré de légitimité de ceux qui prennent, voire accaparent, la parole sur des sujets controversés, et pointent la position défensive qu'occupent souvent les agriculteurs, quand ils ne sont pas exclus des scènes de débat et de décision. En donnant la parole à des éleveurs et en quelque sorte en la légitimant, les enquêtes réalisées deviennent elles-mêmes un protagoniste de la scène sociale. De plus, des actants non humains (Latour, 2004), des animaux sauvages ou domestiques aux comportements parfois inattendus, sentinelles d'environnements changeants, entrent dans la scène de débat. Comprendre la façon dont se forme le cercle des porte-parole devient un enjeu fort, dans la mesure où ces derniers sont en capacité de cadrer la surface du problème traité (Barthe *et al.*, 2001) autant que d'explorer l'espace des solutions possibles (Skrimizea *et al.*, 2020). Ainsi, les conflictualités ne se réduisent pas à un répertoire d'arguments (Chateauraynaud, 2010), tant les implications sociales et humaines sont fortes. Il en va de bonnes relations de voisinage. Il en va également de la santé au travail des agriculteurs qui, par ethos professionnel et aussi selon l'image qui est projetée sur eux, se disent et sont dits « durs au travail », « durs à la critique » et « durs aux aléas ».

EXPÉRIMENTATIONS PROFESSIONNELLES ET SOCIALES : DES COLLECTIFS HÉTÉROGÈNES POUR INNOVER

En relation intime et nécessaire avec le changement, l'expérimentation constitue le second point d'attention de cet ouvrage. Elle se conjugue au pluriel. L'habitude d'agir collectivement est ancrée dans l'histoire de la modernisation agricole, et les collectifs à vocation technique, économique ou communautaire ont opéré, de très longue date, en catalyseurs de transformations, par le biais de groupes de vulgarisation, de

groupements de producteurs et de coopératives d'amont et d'aval. Cependant, les buts et les formes de l'action collective ne sont plus tout à fait ceux qui prévalaient dans les années 1960 et jusqu'à une période récente. La nécessité d'inscrire les projets agricoles dans les territoires pour adapter les objectifs aux caractéristiques des écosystèmes et tenir compte des attentes de la population renouvelle les contours des collectifs qui se forment ainsi que leur mode de fonctionnement. Ainsi, qu'il s'agisse d'initiatives cherchant à mieux valoriser les productions agricoles et à s'alimenter autrement, ou d'expérimentations sur la production d'itinéraires cultureux plus performants, ou encore de renforcer l'autonomie des communautés paysannes par leurs pratiques agroécologiques dans des pays du Sud, le nombre et la diversité sociale des acteurs parties prenantes de ces projets confèrent à l'action collective de nouvelles fonctions : confrontation des visions, frictions et partages des savoirs, élaboration de connaissances nouvelles, négociation du partage de la valeur, montée en politique des revendications d'acteurs marginalisés jusqu'alors... Le développement des *living labs*, comme écosystèmes d'innovation participative, illustre cette émergence et l'*empowerment* de collectifs d'acteurs hétérogènes par leurs savoirs et leurs statuts et qui contribuent activement à dessiner les futurs de l'agriculture. On trouvera dans cette deuxième partie des éclairages sur d'autres cadres d'expérimentation professionnelle et sociale que celui du *living lab*, mais qui présentent avec ce dernier divers points communs que l'on explicitera après la présentation des contributions.

Dans le chapitre 4, Nathalie Joly et Sylvie Mugnier analysent l'expérience d'éleveurs au sein d'un groupement d'intérêt économique et environnemental (GIEE) créé pour la vente en circuits courts. Décrivant pas à pas les décisions de ce collectif entrepreneurial, comme les choix de différenciation des qualités de la viande suivant les opportunités de marché ou encore les stratégies d'identification territoriale des produits et la construction d'une notoriété, ce texte fait également ressortir les modalités de régulation de l'action collective. Il souligne par ailleurs le rôle des discours, des règles et des instruments de gestion dans la prévention des conflits, le règlement des tensions, les démarches visant à produire des accords, par exemple sur le fait d'envisager la croissance sans renier ses promesses. Ressort également le rôle de « tiers » chargés d'accompagner, soutenir et réguler de l'extérieur la démarche du collectif. Les ressources émanant des acteurs du conseil façonnent en partie l'action entrepreneuriale du collectif étudié, et l'appui des acteurs du territoire permet d'étoffer son réseau.

Dans le chapitre 5, Claire Ruault, Bertille Thareau, Marion Diaz et Nejla Ben Arfa prennent pour objet d'étude des dispositifs d'acteurs de la filière lait dont l'objectif est d'adjoindre à des exigences environnementales une meilleure valorisation économique des produits et une promotion de leurs origines territoriales. En s'appuyant sur deux études de cas contrastées, les autrices campent la diversité des acteurs impliqués dans les initiatives et l'écheveau des liens qui les relie pour les négociations à mener, les connaissances à produire, les ressources à mobiliser en vue de la création d'organisations *ad hoc* et de nouveaux débouchés commerciaux. Partant de l'hypothèse que de telles initiatives, sources d'apprentissages multiples, sont susceptibles de produire de nouvelles qualifications professionnelles, ce texte souligne l'importance de la construction de positions collectives au sein du monde agricole et de l'accompagnement de ce processus par des organismes extérieurs, en vue de la négociation avec les acteurs puissants de la filière.

Dans le chapitre 6, Marie-Hélène Vergote analyse un projet de conception innovante concernant un territoire de mille hectares et une dizaine d'agriculteurs. Le colza, qui

était l'étendard d'une agriculture productive et rentable dans le territoire étudié, est en passe d'être abandonné en raison des attaques récurrentes de ravageurs. Il s'agit dès lors d'expérimenter de nouveaux itinéraires techniques sans intrants chimiques. L'autrice met en récit le dispositif d'expérimentation conçu par l'institut technique et identifie, à différents moments de son déploiement, les raisons de son échec, alors qu'il avait été initialement plébiscité. Parmi ces raisons, ressortent en particulier l'urgence avec laquelle le projet a été lancé, la prise de risques inhérente à ce type d'essai qui n'est pas compensée par une indemnité financière prévue au départ et, finalement, la perte de confiance progressive des céréaliers et leur sortie du dispositif.

Dans le chapitre 7, un entretien avec Robin Villemaine clôt cette deuxième partie. Il offre un éclairage sur le modèle d'intervention à distance d'une ONG de développement, à partir d'un exemple de dispositif expérimenté par des communautés en Amérique latine. L'auteur, après avoir rappelé la posture de l'ONG qui consiste à promouvoir des processus démocratiques et participatifs de transition vers l'agroécologie, illustre son propos par l'exemple de plans de gestion territoriale construits avec les familles et en lien les autorités locales dans une province péruvienne. De la formation des équipes d'animateurs au sein de chaque communauté, au travail de diagnostic et de cartographie sociale du territoire, en passant par l'expérimentation de production et de conservation de cultures andines de maraîchage abrité sous serre, on voit se dessiner des dynamiques de transition. Sur ces territoires-là se dessine également une autre agriculture, au croisement de l'expérimentation sociale et de la négociation politique.

Qu'il s'agisse de réduire ou supprimer le recours à des intrants (comme dans le cas du colza et des pratiques agroécologiques expérimentées au Pérou), c'est-à-dire de faire « sans » ou « avec moins » (Goulet et Vinck, 2022), ou encore de se passer d'un ou plusieurs intermédiaires de marché (comme dans les initiatives des éleveurs bovins allaitants et laitiers présentées), c'est prendre des risques, s'exposer à des tensions, mais aussi apprendre, redonner sens à son métier et gagner en autonomie. Des types de savoirs s'hybrident, des connaissances circulent dans ces processus d'expérimentations rompant avec la vision verticale, descendante et linéaire de la modernisation agricole (Compagnone *et al.*, 2018) et avec la croyance en la toute puissance de la science (Lyautey *et al.* 2021), ayant imprégné les esprits d'une « ancienne » agriculture.

TRANSMISSION : SAVOIRS, PLACES ET MÉTIERS

L'effondrement du nombre des agriculteurs peut tenir en deux chiffres : plus de 2,5 millions en 1955, et 389 000 dans le dernier recensement (Agreste, 2021). Planifiée par l'État aux lendemains de la guerre, cette saignée, qui a accompagné la modernisation agricole, est aujourd'hui une préoccupation majeure. Certains secteurs, comme l'élevage, souffrent particulièrement de cette désaffection : entre 2010 et 2020, le nombre d'exploitations spécialisées en élevage a diminué de 31 % (Agreste, 2021). Ainsi, et alors que la taille des exploitations agricoles ne cesse d'augmenter et que la population agricole vieillit – la part des chefs d'exploitation de plus de 60 ans est passée de 20 % à 25,4 % entre 2010 et 2020 –, on assiste à une crise des successeurs d'une ampleur inédite (Mahé *et al.*, 2019).

Le maintien de l'agriculture au sein des territoires est un enjeu faisant assez largement consensus. Il ne s'agit pas seulement de travailler à garantir une équivalence

numérique des actifs, entre ceux qui partent et ceux qui arrivent, et qui relèverait d'une seule opération arithmétique ; l'enjeu est bien également de préparer les systèmes de production, les modèles professionnels et les agriculteurs aux enjeux de plus en plus cruciaux de la transition agricole et alimentaire. Outre ces enjeux, il importe également de prendre notamment en compte les aspirations profondes et légitimes des agriculteurs en termes de vie familiale, personnelle et sociale. La force avec laquelle les nouvelles générations expriment certaines attentes – autonomie professionnelle accrue, recherche d'équilibre entre travail, vie familiale et loisirs, souci de donner sens à son activité (Petit *et al.*, 2021) – invite à être attentif aux modalités de renouvellement des actifs, des structures et des systèmes de production. Qui seront les agriculteurs de demain et comment feront-ils leur place dans un monde professionnel qu'ils rejoignent de différentes façons ?

Les trois chapitres de cette partie éclairent ce temps délicat lors duquel, de continuités en ruptures, les mondes agricoles se préparent – et sont préparés – à prendre la relève et à laisser la place au monde qui vient. Les autrices en éclairent la complexité en analysant trois moments clés qui se succèdent, s'imbriquent et se prolongent. Elles montrent, chacune à leur manière, cet espace – parfois ténu – de négociation de la place, de contestation, de travail sur les cadres qui est, sinon à réaliser, du moins pourrait l'être. L'un des enjeux en est l'appropriation d'un métier et la construction d'une identité professionnelle permettant d'occuper une place à venir dans le monde agricole, de la choisir et de la définir en pratiques et en discours. Il s'agit bien en effet de s'y construire en tant que professionnel, dans la mesure où, suivant Jean Lave (1993, p. 65), tout apprentissage n'est pas seulement l'intériorisation d'un savoir, mais un processus au cours duquel on devient membre d'une communauté de pratiques. Les trois recherches de cette partie éclairent ainsi les enjeux de cette étape et apportent des éléments de réponse à une même question : qu'est ce qui se transmet lors de ce moment charnière allant de la formation agricole à l'installation ?

Dans le chapitre 8, Isabelle Gaborieau et Béatrice Dégrange analysent les enjeux de la formation des futurs agriculteurs à partir des pratiques d'un corps enseignant, tenu depuis 2014 « d'enseigner à produire autrement ». Dans cette préparation de la future génération à la mise en œuvre de pratiques agroécologiques, les enseignants restent – étonnamment – livrés à eux-mêmes : aucun moyen précis ne leur est proposé pour atteindre cet objectif. Prenant appui sur une séquence d'enseignement, les autrices montrent comment l'enseignement vise alors à rendre les apprenants autonomes et capables de réflexivité par rapport au groupe professionnel qu'ils vont intégrer et à la transformation duquel ils vont, du même coup, contribuer. L'apprentissage de cette autonomie se fait, et c'est un des paradoxes, sous le contrôle d'une institution faisant une place centrale à la profession agricole dont les référentiels sont précisément questionnés dans la transition agroécologique.

Dans le chapitre 9, Yannick Sencébé et Marie David se penchent sur la transmission et la reprise de l'exploitation agricole au sein du monde de l'élevage. Faisant le constat que les fermes se transmettent malgré la difficulté du secteur, les autrices ont examiné, dans une ethnographie très fine, des situations atypiques et hors normes, pour poser la question de la transmission du patrimoine familial constitué par les cédants. Les places professionnelles sont usuellement désignées par les cédants et parfois associées à des stratégies commerciales explicites, mais il revient également à ceux qui reprennent de s'approprier cette place et de faire valoir leur vision à eux, parfois désajustée avec celle des cédants. Certains agriculteurs, comme les autrices le montrent,

refusent de transmettre au sein du monde agricole, au bénéfice de repreneurs qui lui sont extérieurs, les non issus du milieu agricole (NIMA) grâce à qui le monde agricole se repeuple.

Dans le chapitre 10, les apiculteurs que Lucie Dupré a rencontrés sont précisément tous des NIMA. Ils se sont installés au terme d'une reconversion professionnelle qui les a conduits à privilégier un projet leur permettant de « rester » chez eux et de ne pas renoncer à la qualité de la vie sociale et familiale qu'ils s'y sont construite. D'héritage, ils n'en ont pas. Ils découvrent le monde agricole et s'y font une place selon une trajectoire d'installation qui va de pair avec la sécurisation de leur projet, exposé, plus encore qu'ailleurs, à toutes les incertitudes. Leur activité est loin d'être totalement décapitalisée, et l'autrice montre que ces « autochtones de l'incertain » sécurisent leur parcours et sont, lorsqu'ils en ont la chance, accompagnés par un apiculteur expérimenté qui veille sur leurs premières saisons à l'épreuve de l'aléa. Ici, il ne s'agit alors pas tant de transmettre un capital ou un savoir, mais un « métier » qui ne peut s'acquérir que dans le temps des saisons.

FAIRE TERRITOIRE : OPPORTUNITÉ DE SENS, INÉGALITÉS DES RESSOURCES

En conclusion, alors que le territoire ne cesse d'être convoqué comme horizon désirable, les nouvelles formes juridiques de l'exercice agricole tendent à produire un « territoire abstrait », favorisé par la dissociation entre le lieu de vie et le lieu de travail des agriculteurs (Hervieu et Purseigle, 2013, p. 152). Les travaux réunis dans cet ouvrage invitent *a contrario* à considérer le territoire comme un lieu central de débats, d'action, de créativité et d'échanges sociaux et professionnels au cœur duquel se réorientent possiblement les systèmes agricoles. Ils nourrissent trois remarques.

La première est que l'agriculture prend forme dans l'épaisseur et l'hétérogénéité sociales et professionnelles des lieux dans lesquels une diversité d'acteurs se côtoient, se parlent et coopèrent, ou pas. Ethnographier des recompositions professionnelles à hauteur de territoire permet de porter attention à des scènes locales peuplées d'acteurs, d'enjeux, de questions, de ressources, etc., qui échappent à une approche distanciée. La deuxième est que tous les territoires politiquement voués à impulser et soutenir des transitions ne se valent pas de ce point de vue. En effet, ils sont inégalement dotés en ressources aussi fondamentales que sont les hommes et les femmes, l'eau, la terre agricole, les infrastructures de collecte de lait, d'abattage, les services de maintenance, les opportunités marchandes, etc. Aussi, le poids variable de ces ressources pèse considérablement sur les possibilités qui s'offrent aux agriculteurs de résister et transformer individuellement ou collectivement leurs pratiques. Enfin, quels que soient leur ancrage territorial et leur histoire longue, les mondes agricoles doivent aussi affronter les forces structurelles de « l'Empire » (Van der Ploeg, 2014) pouvant singulièrement réduire leurs marges de manœuvre.

Bibliographie

Alphandéry P., Billaud J.P., 1996, L'agriculture à l'article de l'environnement, *Études rurales*, 141-142, pp. 9-20.

Agreste, 2021, Recensement 2020, Primeur, n° 5, décembre 2021.

- Anzalone G., Mazaud C., 2021, L'énergiculteur, figure de la diversification en agriculture, *La Nouvelle Revue du Travail*, 18, <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03285792>
- Barral S., 2021, Conservation, finance, bureaucrates: managing time and space in the production of environmental intangibles, in Chiapello E., Engels A. (eds.), The fabrication of environmental intangibles, *Journal of Cultural Economy*, Special Issue, 14, 5, <https://doi.org/10.1080/17530350.2020.1846593>
- Barthe Y., Callon M., Lascoumes P., 2001, Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique, Seuil.
- Barthez A., 2008, Mon héritage, *La France Agricole*, juillet 2008, <https://www.lafranceagricole.fr/article/fils-de-paysans-1,0,563720091.html>
- Bonnaud L., Joly N. (coord.), 2012, L'alimentation sous-contrôle. Tracer, auditer, conseiller, Educagri éditions/INRA-Quæ.
- Bosc I., Arrignon M., 2020, Les transitions agroécologiques en France : enjeux, conditions et modalités du changement, Presses universitaires Blaise Pascal.
- Cardona A., Lamine C., 2014, Liens forts et liens faibles en agriculture : l'influence des modes d'insertion socio-professionnelle sur les changements de pratiques, in Bernard de Raymond A., Goulet F. (dir.), *Sociologie des grandes cultures. Au cœur du modèle industriel agricole*, Éditions Quæ, pp. 121-142.
- Rémy J., 1987, La crise de professionnalisation en agriculture : les enjeux de la lutte pour le contrôle du titre d'agriculteur, *Sociologie du travail*, 29, 4, pp. 415-441.
- Chateauraynaud F., 2010, Les topiques environnementales entre controverses et conflits. Écologie politique et sociologie pragmatique en France. Proposition de contribution à l'ouvrage *Sciences sociales et environnement en Allemagne et en France*.
- Compagnone C., Lamine C., Dupré L., 2018, La production et la circulation des connaissances en agriculture interrogées par l'agro-écologie : De l'ancien et du nouveau, *Revue d'anthropologie des connaissances*, 12, 2(2), pp. 111-138.
- European Commission, Directorate-General for Health and Food Safety, Maestre M., Campbell L., Etienne J. et al., 2022, Study on animal welfare labelling: final report, <https://data.europa.eu/doi/10.2875/676603>
- Goulet F., Vinck D. (dir.), 2022, Faire sans, faire avec moins. Les nouveaux horizons de l'innovation, Presses des Mines.
- Hervieu B., Purseigle F., 2013, *Sociologie des mondes agricoles*, Armand Colin.
- Hirschman A., 1970, Exit, voice and loyalty. Responses to decline in firms, organizations, and states, Harvard University Press.
- Lamine C., 2017, *La fabrique sociale de l'écologisation de l'agriculture*, Éd. La Discussion.
- Latour B., 2004, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, La Découverte.
- Lave J., 1993, Situating learning in communities of practice, in Salomon G. (dir.), *Distributed cognitions: Psychological and educational considerations*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 63-82.
- Le Velly R., Désolé M., Chazoule C., 2020, Reprendre la main sur le marché : la construction de circuits intermédiés innovants pour la viande bovine, *Revue Française de Socio-Économie*, 1, 24, pp. 129-147.
- Lémery B., 2003, Les agriculteurs dans la fabrique d'une nouvelle agriculture, *Sociologie du travail*, 45, pp. 9-25.

Lucas V., 2021, A « silent » agroecology: The significance of unrecognized sociotechnical changes made by French farmers, *Review of Agricultural, Food and Environmental Studies*, 102, pp. 1-23, doi.org/10.1007/s41130-021-00140-4

Lyautey M., Humbert L., Bonneuil C., 2021, Histoire des modernisations agricoles au xx^e siècle, Presses universitaires de Rennes.

Mahé M. *et al.* (coord.), 2019, La mobilité professionnelle des agriculteurs, *in* Transformation des emplois et des activités agricoles, Actif Agri, ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, CEP, pp. 101-113.

Melé P., 2004, Introduction : Conflits, territoires et action publique, *in* Melé P., Larrue C. et Rosemberg M. (dir.), Conflits et territoires [en ligne], Presses universitaires François-Rabelais, <http://books.openedition.org/pufr/1827>

Petit S., Dupré L., Husson C., Gaillard C., 2021, Faire territoire en périphérie. De la centralité du travail en élevage, *Les mondes du travail*, 27, pp. 79-94.

Rémy J., 1987, La crise de la professionnalisation en agriculture : les enjeux de la lutte pour le contrôle du titre d'agriculteur, *Sociologie du travail*, 4, pp. 415-441.

Rosanvallon P., 2021, Les épreuves de la vie. Comprendre autrement les Français, Seuil.

Sachet S., 2020, L'arbre en agriculture, trajectoire d'un problème socio-écologique et reconfigurations des interdépendances au nom de l'agroécologie, thèse à l'université de Bordeaux.

Skrimizea E. *et al.*, 2020, Sustainable Agriculture: Recognizing the Potential of Conflict as a Positive Driver for Transformative Change, *Advances in Ecological Research*, 63, pp. 255-311.

Torre A., Melot R., Bossuet L., Cadoret A., Caron A., Darly S., Jeanneaux P., Kirat T., Pham H.V., 2015, Méthodologie d'évaluation et d'analyse des conflits dans les espaces ruraux et périurbains, *Courrier de l'environnement de l'INRA*, 65, mars 2015.

Tsing A.L., 2005, Friction. Délires et faux-semblants de la globalité, Éditions La Découverte (trad., 2020).

Van der Ploeg J., 2014, Les paysans du xxi^e siècle. Mouvements de repaysanisation dans l'Europe d'aujourd'hui, Éditions Charles Léopold Mayer.

Remerciements

Nous remercions L'Institut Agro Dijon pour son appui financier pour l'édition de cet ouvrage dans le cadre du projet ELIT (Éleveurs et élevages en renouvellement, 2020-21).